



SECOND SEMESTRE 2023 :

DES INDICATEURS RÉSILIENTS DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ATONE

#3 | Juillet 2024

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés de Lannion-Trégor Communauté à la fin du 2^d semestre 2023

(Évolution par rapport au 2^d semestre 2022)



+168 emplois salariés privés
(+1,0 % en un an ;
+1,3 % en Bretagne)



En forte hausse :

- Hôtellerie-restauration
- Administration, santé et social
- Commerce, transport et entreposage



En fort recul :

- Autres services
- Autres industries

Source : Urssaf



12572 m²
d'immobilier d'entreprise autorisés
au cours du premier semestre 2023
(-40,6 % en un an)

Source : SDES - Sit@del2

352 logements autorisés au cours
du second semestre 2023
(704 sur l'ensemble de l'année)
+32 % en un an

Source : SDES - Sit@del2



+3,2 % : la hausse des **déclarations
préalables à l'embauche**
(-0,8 % en Bretagne),
soit **156 contrats de plus** par rapport
à l'année précédente
(contrat d'un mois minimum)

Source : Urssaf

6,6 %

Le taux de chômage dans la zone d'emploi
de Lannion au 4^e trimestre 2023
(+0,1 point en un an ; 6,1 % en Bretagne)

Source : Insee

-3,9 % de baisse du nombre de
demandeurs d'emploi dans la catégorie A
(+0,2 % en Bretagne)

-15,7 % pour les demandeurs d'emploi
de longue durée (> à 3 ans)

+5,8 % pour les demandeurs d'emplois
de - de 25 ans

Source : Dares - France Travail, STMT
(données brutes - moyenne trimestrielle - Traitement Directe Bretagne)



Focus sur les besoins de main-d'œuvre dans le bassin d'emploi de Lannion

4950 projets de recrutement, signal d'une économie encore relativement bien orientée

Mais en recul de **14 %** sur un an (-6,4 % en Bretagne) et avec un niveau de tension élevé, car 63,4 % des projets sont jugés difficiles (59,8 % en Bretagne et 57,4 % en France)

Source : Enquête BMO - France Travail

En résumé

La seconde partie de l'année 2023 aura été marquée en France, à l'instar de la zone euro, par une activité et une croissance économique atone. L'investissement s'est globalement replié, conséquence directe des conditions de financement peu favorables, et d'une politique monétaire européenne visant à contrecarrer la hausse des coûts généralisée.

L'ensemble des analyses économiques nationales font état d'une conjoncture molle et hésitante, sans trajectoire clairement identifiée. De la même manière, les perspectives pour l'économie française semblent floues et les indicateurs évoluent parfois défavorablement. Pourtant l'inflation continue son reflux sur la fin d'année 2023 et le début d'année 2024, alors même que l'activité des entreprises est peu dynamique, mise à mal par une consommation des ménages en recul et des niveaux d'investissement orientés à la baisse.

Cette tendance se vérifie également sur le territoire de Lannion-Trégor Communauté. L'euphorie généralisée constatée à l'issue de la crise sanitaire semble se tarir et l'activité revenir à des niveaux d'avant-crise. Certains indicateurs montrent des retournements de tendance, comme les défaillances d'entreprises se situant à des niveaux plus élevés que la moyenne de longue période, un taux de chômage en légère hausse, ou des investissements en immobilier d'entreprise en fort recul. Ces signes de ralentissement de l'activité sont, dans le même temps, nuancés par une forte dynamique de l'emploi salarié privé, un recul du nombre de demandeurs d'emploi ou encore des déclarations préalables à l'embauche.

Si les principaux indicateurs traduisent une possibilité de récession, une attention toute particulière sera nécessaire dans les semaines à venir. En effet, le climat des affaires s'avère difficile en ce début d'année 2024, la consommation des ménages toujours en berne et les investissements encore limités, ayant pour conséquence une croissance économique terne. Cette tendance hésitante risque de perdurer au moins pendant la première partie de l'année 2024 et contribue au recul de l'inflation.

Activité économique

Une dynamique d'emploi salarié singulière

Lannion-Trégor Communauté fait une nouvelle fois preuve de dynamisme s'agissant de l'emploi salarié privé et confirme la dynamique économique observée depuis la sortie de la crise sanitaire. En effet, avec une croissance de près 1 % de l'emploi salarié entre les seconds semestres 2022 et 2023, ce ne sont pas moins de 168 emplois supplémentaires qui sont accueillis au sein des entreprises trégoroises. Cette hausse apparaît sensiblement comparable à celle observée à l'échelon régional (+1,3 %).

Cette croissance de l'emploi local masque cependant de fortes disparités entre secteurs, ce qui en fait une trajectoire singulière et nuancée. En ce sens, la hausse apparaît portée principalement par les entreprises du secteur de l'hôtellerie, les cafés et la restauration, qui emploient 111 salariés supplémentaires (soit

+8,7 % sur la période). De la même manière que pour les déclarations préalables à l'embauche, il s'agit principalement des conséquences de l'ouverture du Grand Hôtel sur la commune de Perros-Guirec, auxquels se rajoutent les effets d'une attractivité touristique retrouvée. Dans le même temps, des effectifs supplémentaires sont recensés au sein des secteurs de l'administration, de la santé et du social (+2,7 %), du commerce, transport et de l'entreposage (+2,3 %), des activités spécialisées scientifiques et techniques, ainsi que l'industrie agro-alimentaire (+2,1 %). Inversement, d'autres secteurs semblent plus en difficulté, à l'image des autres services (-2 %) ainsi que des autres industries (-1,5 %). Pour ces deux cas, un recul de 104 emplois est constaté, soit des proportions similaires aux gains sur le seul secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Hors hôtellerie et restauration, la croissance des effectifs entre les seconds semestres 2022

et 2023 ne s'élève finalement qu'à hauteur de 0,3 %, soit une quasi-stabilité de l'emploi salarié privé. Ce constat s'inscrit dans la logique observée par ailleurs, d'une croissance économique retenue, voire atone, après une période de reprise post-crise sanitaire particulièrement favorable.

Immobilier d'entreprise : une année 2023 en fort recul, après une année 2022 exceptionnelle

Au cours du second semestre 2023, 12 572 m² d'immobilier d'entreprise ont été autorisés sur le territoire de Lannion-Trégor Communauté, une tendance en fort recul comparativement à 2022 (-40,6 %). Ce constat est encore plus net sur l'ensemble de l'année 2023, avec un volume global de 16 269 m² autorisés, en recul de 56 %.

Cette tendance est accentuée par la comparaison avec l'année 2022 qui se caractérisait par un volume d'autorisations record (près de 42 000 m²). En moyenne, depuis 2017, 28 866 m² de locaux sont autorisés chaque année, faisant du millésime 2023 une année en-deçà des tendances observées.

Cette contraction des autorisations de locaux d'activité est plus marquée sur certains secteurs qui avaient bénéficié de volumes particulièrement importants au cours de l'année 2022. C'est le cas par exemple pour les locaux industriels, en recul de 77 % sur un an, ou encore des bâtiments commerciaux (-64,2 %) et ceux d'artisanat (-61,5 %). À l'inverse, les bâtiments d'hébergement hôtelier (+237 %) sont en très forte progression sur la période, ainsi que, dans une moindre mesure, ceux de service public ou d'intérêt collectif (+27 %).

Le contexte global peu favorable est venu freiner les velléités des investisseurs, les incitant à favoriser l'épargne de précaution et donc retarder leurs projets d'investissements immobiliers, au regard des conditions d'emprunts peu avantageuses. Les hausses concomitantes des prix de l'énergie et des matières premières ont contribué à la hausse des coûts de la construction et ont pu limiter les mises en chantier, avec des incidences potentielles sur l'activité des professionnels de la construction.

Principaux permis (plus de 500 m² autorisés) :



- **Bricocash à Ploulec'h** – 1 292 m² (commerce)
- **Commune de Rospez - Route de Buhulien** – 1 167 m² (service public)

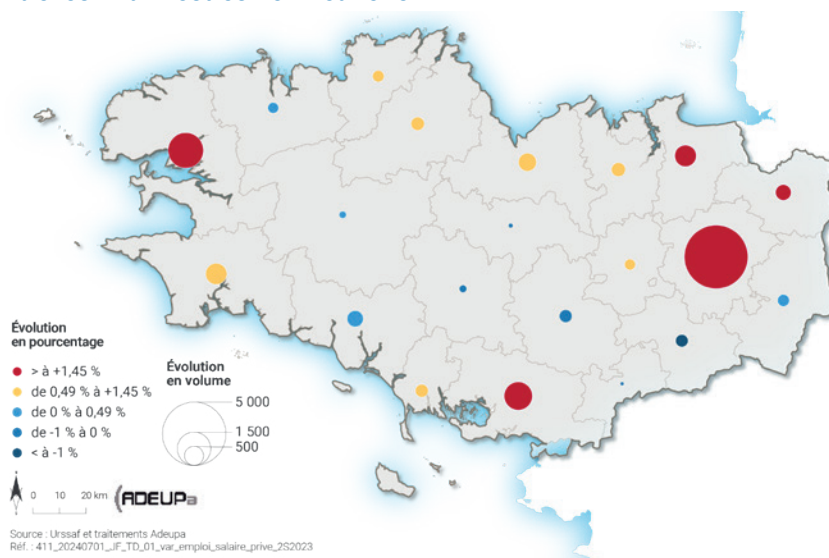


- **Ty Coat Construction à Plestin-les-Grèves** – 1 089 m² (artisanat)
- **Non communiqué - Perros-Guirec** – 892 m² (entrepôt)

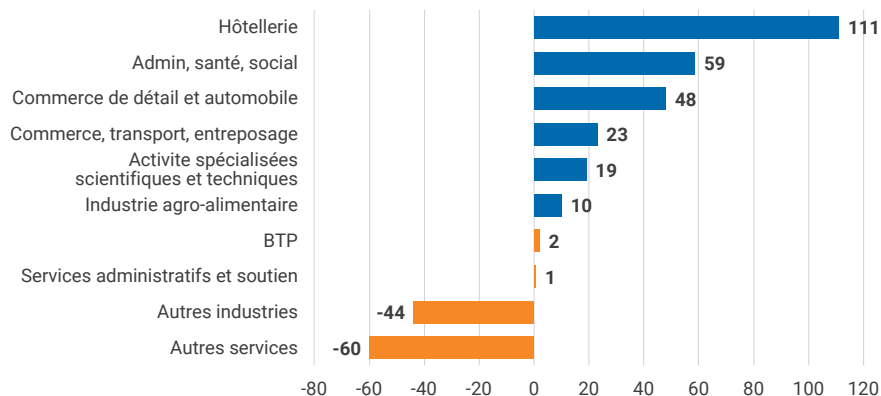


- **Société Armoricaïne d'Hôtellerie à Lannion** – 870 m² (hôtellerie)
- **Breizh Enrobés à La Roche-Jaudy** – 778 m² (industrie)

Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^e trimestres 2022 et 2023

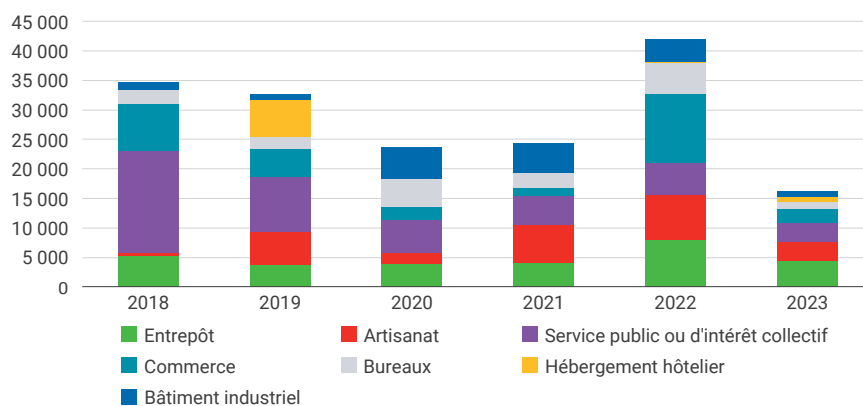


Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les seconds semestres 2022 et 2023 à Lannion-Trégor Communauté



Source : ACOSS-Urssaf - Traitement : ADEUPa

Surface de locaux d'activités autorisée (en m²) entre 2017 et 2023 à Lannion-Trégor Communauté



Source : SDES - Sit@del2 - traitement Adeupa

Des défaillances d'entreprises en hausse en 2023

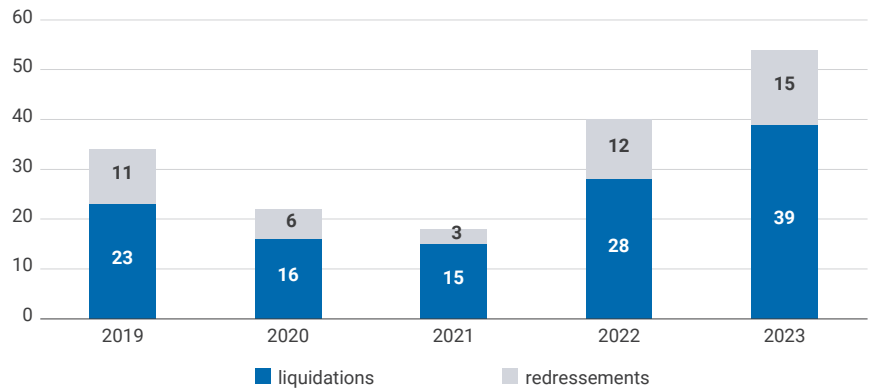
L'année 2023 est caractérisée par une reprise relativement marquée des défaillances d'entreprises sur le territoire intercommunal lannionais. À l'image d'une dynamique observée globalement à de plus larges échelles, cette reprise est le signal d'un contexte économique moins porteur pour les entreprises au cours de l'année. Ainsi, pas moins de 54 défaillances, dont 39 liquidations et 15 redressements judiciaires sont recensés, soit une hausse de 35 % sur l'année. Sur le second semestre de l'année 2023, 26 défaillances sont observées, en hausse de près de 24 % comparativement au second semestre 2022.

Tous les secteurs d'activité n'apparaissent pas mis en difficulté de manière homogène. Le secteur de la construction est particulièrement ébranlé sur le territoire, de même que celui des commerces alimentaires et de l'artisanat de bouche.

Rappelons que cette tendance à la hausse des défaillances d'entreprises fait suite à une situation particulièrement exceptionnelle suite à la crise sanitaire, avec des volumes de pro-

cédures collectives très faibles, du fait notamment de l'ensemble des mesures financières proposées par l'État. L'année 2022 matérialisait un retour à des valeurs plus ordinaires.

Nombre de défaillances d'entreprises entre 2019 et 2023 à Lannion-Trégor Communauté



Source : CapFi - Traitement : ADEUPa

Marché de l'emploi

Un taux de chômage qui se maintient à des niveaux records

La zone d'emploi de Lannion est caractérisée au 4^e trimestre 2023 par une persistance à un niveau relativement faible de chômage. S'établissant à 6,6 % lors du dernier trimestre de l'année, celui-ci progresse de 0,1 point en un an, et est en recul de 0,1 point comparativement au trimestre précédent. La zone d'emploi de Lannion fait ainsi état d'une constance à des niveaux inédits depuis le 4^e trimestre 2021. Il faut en effet remonter aux premiers trimestres de l'année 2008 pour trouver des niveaux de chômage sous la barre symbolique des 7 % dans la zone d'emploi lannionaise.

Cette tendance particulièrement favorable est comparable à d'autres zones d'emploi bretonnes, pour qui les variations sur un an sont nulles ou quasi-stables. C'est le cas par exemple de la zone d'emploi d'Auray ou de Lamballe-Armor (0 point), de Morlaix (+0,1 point) ou encore de Dinan (+0,2 points). Cependant, cette tendance favorable est nuancée dans d'autres zones d'emplois, où les premiers signaux d'une reprise du chômage sont observés, suivant la dynamique régionale et nationale.

En effet, la Bretagne est caractérisée par une légère reprise du chômage, avec un taux qui a évolué de 5,8 % au 4^e trimestre 2022 pour s'établir à 6,1 % au 4^e trimestre 2023. Cette hausse de 0,3 point est semblable à la dynamique na-

tionale : +0,4 point en un an, pour atteindre 7,5 % à la fin de l'année 2023. Toutes les régions de France métropolitaine sont marquées par cette reprise du chômage. Comme lors de la précédente analyse, la Bretagne fait néanmoins partie, avec la région Pays de la Loire (5,9 %), des deux régions avec les plus faibles taux de chômage de France métropolitaine. Rappelons que la Banque de France et l'Observatoire français des conjonctures économiques avaient misé sur un retournement de la courbe du chômage dès la fin d'année 2023 et le début d'année 2024.

Des embauches en forte croissance

Près de 5000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois ont été enregistrées à Lannion-Trégor Communauté au cours du second semestre 2023, un volume en croissance de 3,2 %, correspondant à 156 contrats supplémentaires comparativement à la même période un an plus tôt. Alors qu'en Bretagne, la dynamique est moins favorable (-0,8 %), le territoire lannionais fait preuve de dynamisme. Dans le détail, les contrats à durée déterminée supérieurs à un mois et ceux à durée indéterminée apparaissent tous deux en croissance, avec des hausses évaluées respectivement à 3,8 % et 2,2 %.

Certains secteurs d'activité font état d'un grand dynamisme quand, à l'inverse, d'autres semblent plus en difficulté, anticipant ou subissant de fortes baisses d'activité. À ce titre,

le secteur de l'hôtellerie, des cafés et de la restauration fait une nouvelle fois état d'une forte vitalité localement, avec une croissance de 20 % des déclarations à l'embauche, portée par l'ouverture au cours de l'année du Grand Hôtel de Perros-Guirec, un établissement de 4 étoiles qui surplombe la plage de Trestraou. Les dynamiques sont plus contenues pour les autres services (+2,1 %), voire atones pour le commerce (+0,1 %), quand le secteur du BTP (-9,1 %) ou l'industrie (-13,4 %) limitent drastiquement les embauches.

Chiffres-clés de la demande d'emploi à Lannion-Trégor Communauté

3514 demandeurs d'emploi de catégorie A (-3,9 % en un an ; +0,2 % en Bretagne)

7060 demandeurs d'emploi de catégories ABC (-1,2 % en un an ; +0,8 % en Bretagne)

Les profils les plus concernés par le recul de la demande d'emploi en catégorie A

Les demandeurs d'emploi de longue durée >3 ans (-15,7 % ; -11,4 % en Bretagne)

Les femmes (-5,7 % ; -0,8 % en Bretagne)

Les seniors de 50 ans et plus (-5,6 % ; -1,1 % en Bretagne)

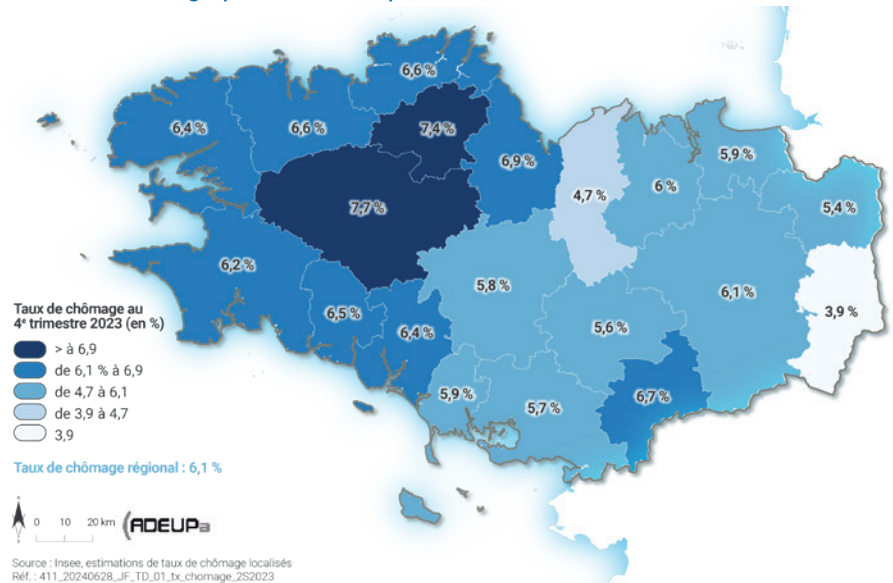
Une demande d'emploi en baisse, mais toujours des fragilités pour les jeunes profils

Au quatrième trimestre 2023, 3 514 demandeur-euse d'emploi de catégorie A¹ sont recensés dans le périmètre de Lannion-Trégor Communauté, en recul de 3,9 % sur un an. Cette dynamique est particulièrement favorable, comparativement à l'échelle bretonne (+0,2 %), départementale (-2,2 %) ou nationale (-0,4 %). Toutes catégories confondues, le nombre de demandeur-euse (A, B et C), c'est-à-dire les personnes tenues de chercher un emploi, ayant ou non exercé une activité dans le mois, s'établit à 7 060, en hausse de 1,2 % sur un an (stable en Côtes-d'Armor; +0,8 % en Bretagne).

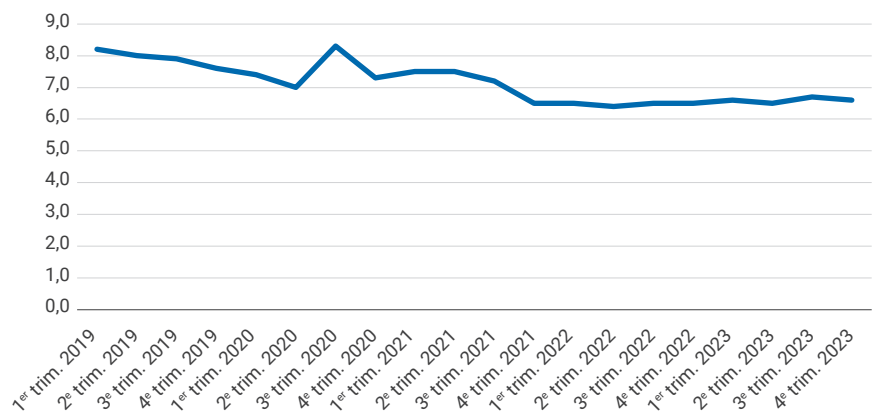
La plupart des profils de demandeurs d'emploi de catégorie A sont en baisse de la demande d'emploi. Les jeunes ne profitent cependant pas de cette embellie; en effet, les effectifs de moins de 26 ans sont en hausse de 7,4 %, et de 5,8 % pour les jeunes de moins de 25 ans, sur un an. À l'instar de la dernière analyse semestrielle, cette tendance est partagée par de nombreuses autres intercommunalités bretonnes, et la tendance locale est similaire à celle observée en moyenne à l'échelon régional. Le chômage chez les jeunes est la résultante de plusieurs problématiques concomitantes. Bien souvent, le manque d'expérience est le principal motif pouvant freiner l'accès à l'emploi des jeunes, suivi des inadéquations potentielles entre les formations dispensées et les attentes des professionnels. Cette tendance au chômage chez les jeunes est d'autant plus vérifiée lorsqu'il s'agit de profils sans diplôme. Dans des contextes tendus sur le marché de l'emploi, les ajustements se font en priorité sur ces catégories de travailleur-euses. Par ailleurs, deux autres profils se distinguent par une légère hausse de la demande d'emploi: les publics inscrits depuis plus d'un an (+0,1 %) et les travailleurs handicapés (+0,4 %).

1. Demandeur-euse d'emploi de catégorie A: personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel).

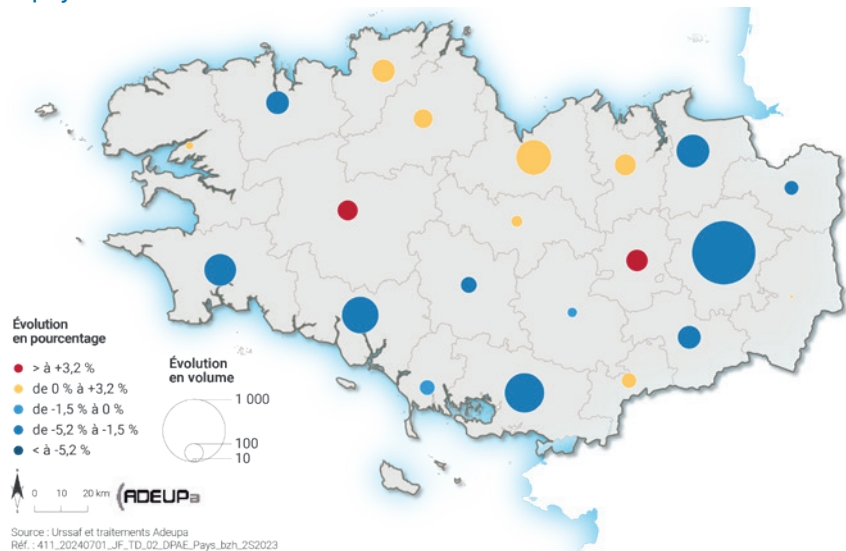
Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2023



Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lannion entre le 1^{er} trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2023



Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2^e semestres 2022 et 2023



Ménages

Plus d'épargne : des ménages costarmoricens qui se projettent moins ?

Selon la Banque de France, les encours liés aux comptes ordinaires débiteurs² repartent à la hausse sur l'ensemble des Côtes d'Armor. Ils s'élèvent à 141 millions d'euros à la fin de l'année 2023, soit près de 10 millions d'euros supplémentaires en l'espace d'un an (+7 %). Cela traduit une hausse des découverts sur les comptes courants des Costarmoricens, alors que les encours liés aux comptes débiteurs avaient atteint un point bas en février 2021.

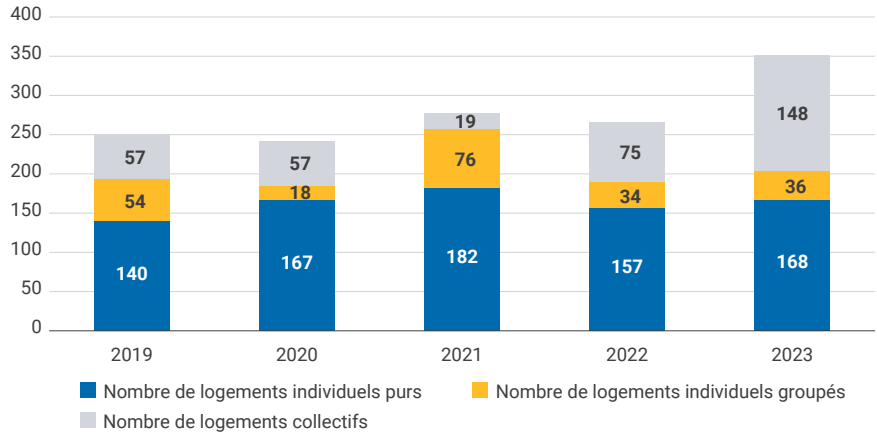
Malgré un niveau encore élevé de permis de construire délivrés pour l'habitat, les encours liés aux plans d'épargne logement s'effondrent (-11 %), après une première année de recul en 2022. Au-delà de l'utilisation accrue que les titulaires peuvent faire de leur PEL afin d'acheter un logement ou de réaliser des travaux de rénovation, cela peut signifier un attrait moins fort des ménages pour ce type d'épargne car moins enclins à investir dans l'immobilier.

Concernant l'épargne disponible, les encours liés au livret d'épargne populaire (LEP) ont progressé de 35 % en un an sur l'ensemble du département. Ces placements bénéficient d'un taux de rémunération encore très attractif de 5 % pour les ménages qui peuvent en bénéficier. Cette hausse assez soudaine peut s'interpréter de différentes manières. Elle rend compte de l'aubaine que ce placement a suscité en 2022, au moment des évolutions des taux de rémunération, mais elle peut aussi traduire une forme de prudence des ménages dont la stratégie financière se recentre sur l'épargne plutôt que la consommation. Le léger recul de 3,6 % des encours liés aux crédits de trésorerie témoigne d'un arbitrage plus fort des ménages de leurs dépenses, de reports d'achats dans l'attente d'une période plus propice financièrement.

À noter que les encours liés aux livrets de développement durable (LDD) suivent également une croissance soutenue. L'ensemble des actifs immobilisés sur ces produits financiers atteignent 1,57 milliard d'euros à la fin 2023 (+9,3 % en un an).

2. Comptes dont le solde est négatif, autrement dit à découvert.

Nombre de logements autorisés au second semestre entre 2019 et 2023 à Lannion-Trégor Communauté



Source : SDES, Sit@del2 - Traitement : ADEUPa

Des salaires en croissance, mais qui ne suivent pas l'inflation

À la fin d'année 2023, le salaire moyen par tête versé aux salariés du secteur privé au sein la zone d'emploi de Lannion est de 2 483,71 €³. Ce montant augmente depuis 2021 (+4,7 %). Une croissance des rémunérations est souvent le reflet d'une politique salariale favorable, au cours de laquelle les entreprises sont plus enclines à accorder des augmentations de salaires. Cette hausse depuis 2021 fait écho à une réponse des employeurs visant à protéger le pouvoir d'achat des salariés, ainsi que des revalorisations automatiques du Smic, pour contrecarrer les effets de l'inflation galopante. Cependant, malgré une croissance de 4,7 % du salaire moyen en trois ans, celui-ci apparaît en décrochage de l'inflation sur la période. Ainsi, le différentiel entre l'évolution des rémunérations et des prix se traduit par un différentiel de 132 € par mois pour les salariés de la zone d'emploi de Lannion. Il s'agit de la perte de pouvoir d'achat la plus importante de l'ensemble des zones d'emploi de Bretagne, devant Fougères (90 €), et Morlaix (88,4 €).

3. Le salaire moyen par tête rapporte la masse salariale aux effectifs salariés. Il s'agit d'un indicateur des salaires versés par les entreprises privées, calculé à partir des données de l'Urssaf. Les charges patronales et salariales sont incluses dans la masse salariale.

Un second semestre dynamique pour les autorisations de logements

L'année 2023 est une année record sur les dix dernières années en matière d'autorisations de logements, avec pas moins de 704 permis délivrés. Ce volume est en croissance de 24 % en un an, et de près de 38 % comparativement à 2019. Au cours du second semestre, la dynamique est particulièrement favorable, avec une croissance de 32 % des autorisations comparativement au second semestre de l'année précédente.

Cette croissance est spécifiquement portée par le logement collectif, avec 148 permis délivrés au cours du second semestre 2023, contre 75 un an auparavant (+97,3 %). Dans une moindre mesure, le logement individuel pur (+7 %) et le logement individuel groupé (+5,8 %) sont également dynamiques sur la période.

L'accroissement des autorisations de logements collectifs et individuels groupés traduit la politique d'habitat volontariste mise en œuvre par la collectivité. Elle est déclinée dans le programme local de l'habitat et par le biais de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat pour la période 2020-2024. Cette dernière offre un accompagnement technique et financier des propriétaires et investisseurs qui mettent en œuvre des rénovations d'immeubles.

Focus: besoins en main-d'œuvre 2024

Des intentions de recrutement en baisse après deux années exceptionnelles

En France, l'enquête besoins en main-d'œuvre fait état d'un recul des intentions de recrutement, après deux années à des niveaux exceptionnels, et retrouvant la dynamique observée en 2019, avant la crise sanitaire. Au global, ce sont près de 2,8 millions de projets de recrutement qui sont recensés en 2024, un volume en recul de 8,5 % par rapport à 2023.

Dans le bassin d'emploi de Lannion, 4 950 projets de recrutements sont recensés pour 2024, un niveau en nette diminution comparativement à l'année 2023, où 5 760 projets étaient évoqués par les employeurs du territoire. Avec une baisse de 14 % en un an, la tendance observée sur le territoire lannionnais est bien plus marquée qu'à l'échelon national.

Parmi les familles de métiers les plus recherchés localement, et à l'image de ce qui peut être observé en France, ceux liés aux services à destination des particuliers (aides à domicile et auxiliaires de vie, aides-soignants...) sont particulièrement cités, avec pas moins de 2 250 projets de recrutement pour l'année 2024. Les métiers de l'agriculture (930 projets), ou du commerce (850 projets) apparaissent aussi particulièrement recherchés pour l'année en cours.

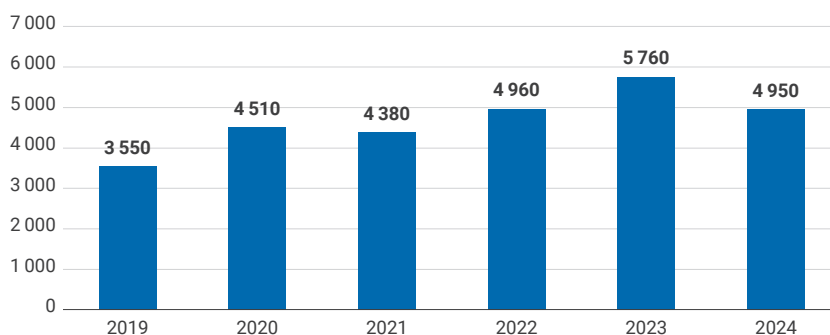
Dans une approche plus fine par métier, les maraîchers et horticulteurs (530 projets), ainsi que les agriculteurs (350), sont les deux métiers les plus recherchés, de même que les serveurs de cafés et restaurants (350 projets) et les employés de l'hôtellerie (280 projets). Au regard des spécificités économiques et du poids de ces activités localement, le volume en besoins de main-d'œuvre apparaît logique. Inversement, le secteur de la construction, envisage 170 recrutements contre 260 pour l'année précédente. Ce recul traduit les difficultés du secteur depuis 2023.

Dans le même temps, 63,4 % des projets de recrutements pour l'année 2024 sont jugés difficiles, une tendance similaire à celle observée un an plus tôt, et supérieure à celle observée à l'échelon départemental (61,3 %), régional (59,8 %), ou national (57,4 %). S'agissant des difficultés de recrutements, plusieurs motifs sont invoqués par les employeurs : la pénurie de candidats reste pour l'année 2024 la principale difficulté, devant l'inadéquation des profils (en raison du manque d'expérience, de diplôme, de motivation, de compétences, de mobilité, ou d'absence de permis). Face à ces difficultés, les em-

ployeurs déploient un certain nombre de parades. En premier lieu, le recours à France Travail constitue une démarche de choix pour résoudre ces difficultés, de la même manière que le fait de proposer des formations de can-

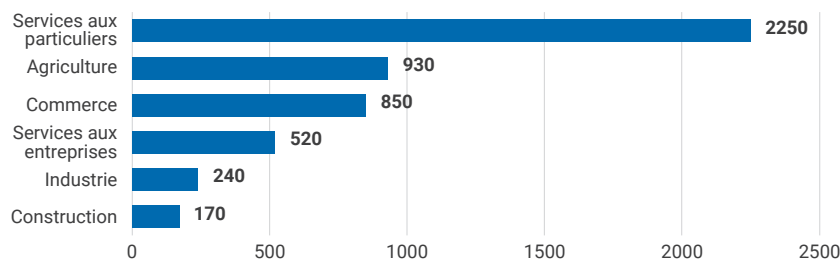
didats extérieurs. Les employeurs soulignent également le recours à des intermédiaires spécialisés ou font le choix de modifier l'offre d'emploi afin de la rendre plus attractive et d'améliorer les conditions de travail.

Évolution des besoins de main-d'œuvre et des difficultés de recrutement dans le bassin d'emploi de Lannion



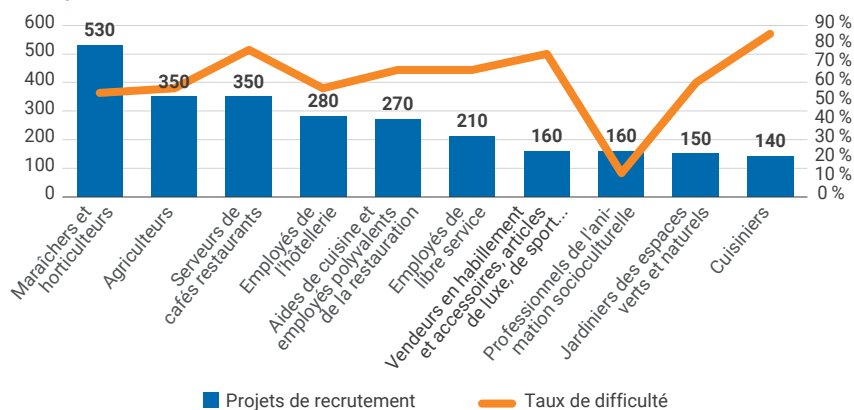
Source: France Travail - Traitement: ADEUPa

Projets de recrutement par familles de métiers dans le bassin d'emploi de Lannion en 2024



Source: France Travail - traitement: ADEUPa

10 métiers les plus recherchés et taux de difficulté dans le bassin d'emploi de Lannion en 2024



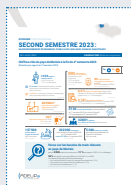
Source: France Travail, enquête BMO 2024 - Traitement: ADEUPa

Pour aller plus loin

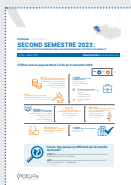
Avec l'Adeupa



Observatoire de l'économie de Lannion Trégor Communauté au premier semestre 2023



Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au second semestre 2023



Observatoire de l'économie du pays de Brest au second semestre 2023



Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au second semestre 2023

Et ailleurs

- Banque de France : Tendances régionales : Bretagne - Avril 2024, <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-avril-2024>
- Insee, tableau de bord de la conjoncture : Bretagne, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>



Credit: CRT Bretagne, Thibault Poirot

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** Lucie Bianic, Quentin Delaune, Nadine Le Hir, François Le Pellec
Traitements statistiques/Cartographie : Julien Florant, Arnaud Jaouen
Mise en page : Dynamo +
Contact : contact@adeupa-brest.fr | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest
Tél : 02 98 33 51 71 | **Dépôt légal :** en cours
ISSN : en cours | **Réf :** 24-073 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE